

## 10 Débats

# Le patron du CIO doit réformer la gouvernance du sport mondial

**OPINION** L'olympisme est en crise: moins de candidatures de villes aux JO, moins d'intérêt des jeunes pour l'activité physique et sportive mais aussi pour le spectacle offert par les Jeux.

L'esprit olympique n'inspire plus autant même s'il défend toujours la promesse d'un monde meilleur. A cela s'ajoutent les crises de gouvernance très médiatisées qui ont récemment secoué le système olympique: en 2015, le FIFAgate mais aussi le scandale de corruption à la Fédération internationale d'athlétisme pour couvrir le dopage en Russie; ceux liés aux JO de Rio en 2016 (vente illégale de billets de l'influent membre du CIO, P. Hickey et récente arrestation du patron des JO 2016 pour l'achat de voix pour l'obtention des Jeux) et à la coupe du monde de foot 2014. S'ajoute à cela, le récent soupçon de corruption pesant sur l'ancien champion, membre du CIO, S. Bubka après celui de F. Fredericks.

De même, les doutes sur la réalité et l'efficacité du processus de réforme à la FIFA, depuis 2016, sont aussi liés aux récents remerciements, par le nouveau président, de trois acteurs clés: le président de la commission de gouvernance et de ceux de la commission d'éthique. Ces événements montrent que le mouvement international olympique a bien du mal à s'autoréformer en matière de gouvernance malgré les tentatives de promotion de nouveaux principes de fonctionnement: «Principes universels de base de bonne gouvernance» instillés depuis 2008 par le CIO et, en 2016, promotion d'un nouveau cadre par l'Association des Fédérations internationales olympiques d'été.

C'est pourquoi, la perspective d'une ingérence externe par les acteurs publics pour réguler les dérives du sport international est tentante. Des pistes existent: création d'une agence de régulation de la gouvernance du sport international qui pourrait désigner des experts indépendants dans les commissions d'éthique et de gouvernance avec de vrais pouvoirs d'investigation et de sanctions mais aussi réviser les processus électifs et démocratiques. Il serait aussi souhaitable de dissocier

dans les fédérations internationales la redistribution des fonds du développement du système politique et d'imposer des procédures indépendantes de contrôle dans l'attribution des marchés (droits TV, agence marketing...) et des grands événements sportifs qui sont souvent dans les mains de quelques décideurs.

## Garant des grands équilibres du système olympique, le patron du CIO n'a jamais été aussi puissant avec ce bouclier géopolitique qui sécurise l'autonomie politique et financière du mouvement olympique

Dans un tel contexte, l'«autonomie responsable» du mouvement olympique prônée par le président du CIO pour une réforme sans intervention des pouvoirs publics a bien du mal à convaincre. Il faut bien convenir que la pression des médias, des ONG et des sponsors pèse bien peu et seule l'intervention de la justice américaine (FIFAgate, scandale Armstrong et corruption dans l'attribution des JO 2002) et, de manière plus lointaine, de l'Union européenne peuvent réellement faire bouger les lignes.

Le président actuel du CIO navigue en eaux troubles mais il a réussi un coup de maître avec la double attribution des JO à Paris et à Los Angeles: un retrait de la candidature de Budapest qui donne une finale à deux et se transforme en ticket «gagnant-gagnant».

La France reste un poids lourd géopolitique. Les Etats-Unis sont toujours les acteurs clés du business olympique: six des treize «top

sponsors» du CIO sont américains et, en 2014, NBC a obtenu les droits de diffusion aux Etats-Unis des JO de 2021 à 2032 pour la somme record de 7,65 milliards de dollars. La chaîne américaine avait déjà obtenu ceux de Sochi (2014), Rio (2016), Pyeong Chang (2018) et Tokyo (2020) pour 4,38 milliards de dollars.

Avec l'attribution des JO à la France (2024), aux Etats-Unis (2028), après la Chine pour les Jeux d'Hiver (2022) et celle par la FIFA de la coupe du monde de foot à la Russie (2018) et au Qatar (2022), les grandes puissances économiques et politiques sont désormais servies pour les dix prochaines années. Le CIO et la FIFA ont trouvé, peut-être sans le savoir, une stabilité géopolitique et économique inconnue dans l'histoire du sport international.

Garant des grands équilibres du système olympique, le patron du CIO, Thomas Bach, n'a jamais été aussi puissant avec ce bouclier géopolitique qui sécurise l'autonomie politique et financière du mouvement olympique. Dans le même temps, il a aussi habilement profité de l'affaiblissement des deux partenaires clés du système olympique que représentent l'association des comités nationaux olympiques (son président, le Cheikh koweïtien Al-Sabah est empêtré dans des affaires personnelles) et l'association générale des fédérations sportives internationales (avec la mise à mort, servie sur un plateau, de leur organisation faïtière SportAccord) qui faisaient part de nouvelles velléités. Cette position de force du président du CIO peut aussi lui permettre d'imposer, en collaboration avec les acteurs publics, des réformes de gouvernance et de régulation de l'intégrité sportive dont le sport international a besoin. ■

EMMANUEL BAYLE, PROFESSEUR EN GESTION DU SPORT, ISSUL, UNIVERSITÉ DE LAUSANNE



# Faites entrer les ci-devant Sykes et Picot

**OPINION** Selon une doxa solide-ment ancrée au péché originel d'impérialisme inhérent à toute menée militaire extérieure, MM. Sykes et Picot seraient à l'origine de nos maux les plus délétères depuis un siècle. Leur crime: avoir couché sur papier en 1916 un projet de partage des territoires ottomans du Moyen-Orient arabe entre deux acteurs majeurs de la victoire sur les puissances centrales dans la Grande Guerre. Et donc d'avoir vicié, ab initio, de futures bonnes relations entre l'Orient et l'Occident, l'islam et la chrétienté, les Anciens et les Modernes.

On ne saurait surestimer le legs de l'accord scellé entre la Grande-Bretagne et la France, le 16 mai 1916, selon ces Cassandre. Le propos mérite qu'on s'y attarde. Fin 1914, Petrograd, Paris et Londres déclaraient la guerre à Constantinople après le ralliement de la Turquie à la coalition des Empires centraux salué par le bombardement des côtes russes de la mer Noire par une flotte germano-turque. Avec, entre autres conséquences, l'incorporation impériative par le Royaume-Uni à la cause des Alliés de Chypre et de l'Egypte, formellement ottomanes, dans lesquelles musulmans, chrétiens et juifs cohabiteront longtemps encore.

De fait, les vastes étendues d'un sous-continent arabe de l'océan Indien à la Méditerranée constituaient depuis plusieurs siècles des colonies de la Sublime Porte, sous le sabre et le turban du sultan et calife de Constantinople. L'ouverture par les Alliés d'un nouveau front à l'est, serpentant des Balkans et du Caucase au Levant, suit dès lors les lois de la guerre. Même si elle achopéra sur le hâtif raccourci historique qualifiant l'Empire ottoman «d'homme malade de l'Europe», que le désastre des Alliés en 1915 devant Gallipoli enverra par le fond.

1916 sonne l'offensive allemande massive sur Verdun et le début de la fin du front russe, qui circonscrivent le contexte militaire de l'Accord

Sykes-Picot. Londres y revient sur sa promesse de Grand Royaume arabe dans la correspondance en 1915-1916 de Sir Henry McMahon, premier haut-commissaire en Egypte, avec le chérif Hussein de la famille des Beni-Hachem, descendants du Prophète et gardiens de La Mecque.

## On ne saurait surestimer le legs de l'accord scellé entre la Grande-Bretagne et la France, le 16 mai 1916, selon les Cassandre. Le propos mérite qu'on s'y attarde

Le chérif Hussein, l'homme, sans doute le plus avisé d'Orient, aurait-il acquis, par correspondance et de bonne foi, d'un proconsul anglais des territoires embrassant La Mecque et Jérusalem, soit peu ou prou la distance d'Ajaccio au sphinx? Est-il à l'affût d'une alliance avec le Royaume-Uni parce qu'une nouvelle dynastie, sous le sceptre d'Ibn Seoud, cherchait au même moment à le chasser de La Mecque? Il faudra toute la sagesse du plus grand penseur politique et stratège de la guerre du désert de son temps, Lawrence d'Arabie, pour galvaniser, à dos de chameau ou dans sa Rolls-Royce Blue Mist de service, les tribus arabes et réussir la jointure des généraux Maud et Allenby avec les princes Abdallah et Fayçal, fils du chérif Hussein.

Les Accords Sykes-Picot dévideront, en réalité, un fil qui court jusqu'au Traité de Lausanne de 1923. Dans un premier temps, la Couronne bri-

tannique se rend aux arguments de Lawrence, qui introduit à la Conférence de la paix à Paris l'émir Fayçal et lui livre Damas eu égard au rôle déterminant des cavaliers bédouins dans la victoire. Que la France devra prendre par la force. Clemenceau obtiendra, lors d'une conférence secrète du Conseil suprême allié, la confirmation de la cession de mandats sur le Liban et la Syrie. Londres résigné, se rangeant au rôle majeur joué par les généralissimes Foch à l'ouest et Franchet d'Esperey à l'est, commandants en chef des armées alliées, dans la victoire.

Le Traité de Sèvres de 1920 parrainera in fine la naissance de deux royaumes, l'Irak de Fayçal et la Transjordanie d'Abdallah, excusez du peu, côtoyant les deux régimes républicains du Liban et de la Syrie, simple détail. La Palestine étant confiée aux bons soins de la Grande-Bretagne. Pour mémoire, son article 88 reconnaît l'Arménie comme un Etat libre et indépendant et son article 64 définit le processus d'indépendance des Kurdes sous l'égide de la SDN. Qui ne mènera à terme que le prototype d'épuration ethnique entre la Grèce et la Turquie décrété par le Traité de Lausanne de 1923, imposant l'échange de plus de deux millions de femmes et d'hommes de vieille souche entre les deux pays.

Soyons justes, c'était il y a un siècle. Les responsables au premier degré des atrocités qui se multiplient et défient les hommes de bonne volonté sont nos contemporains. Leurs noms circulent dans le nuage. ■

GEORGES ASSIMA ANCIEN PROFESSEUR



## Prix Nobel de gauche, et alors?

**LA CHRONIQUE** La Suisse compte son 17e Prix Nobel en la personne de Jacques Dubochet, bravo à elle, bravo à lui! Si la presse internationale s'est beaucoup intéressée au CV «loufoque» du professeur et à son accent vaudois bien appuyé, c'est son appartenance politique qui a focalisé les commentaires en Suisse romande puisque le lauréat est également Conseiller communal la petite ville de Morges. De gauche, précisez-t-il sur son CV.

Interviewé, il affirme: «Dans la vie quotidienne, dans la politique mondiale ou au Conseil communal de Morges, le savoir doit, à mon sens, être fondé sur des faits.» Dans une conférence donnée à l'UNIL jeudi dernier, il martelait aux étudiants: «Cherchez tout ce qui peut être faux dans une théorie, puis, cherchez encore, même si c'est dur.» Pourtant, en contradiction flagrante avec ces sains principes, le voilà qui assène: «Pour moi, la meilleure définition de la gauche et de la droite, on la trouve en biologie. L'altruisme est quelque chose de moral chez l'être humain mais en biologie c'est une façon de fonctionner. Les fourmis ouvrières sont totalement altruistes car elles travaillent pour la reine, c'est le système qui le veut. En tant qu'êtres sociaux, nous vivons ensemble: nous occuper les uns des autres, ce n'est pas de la bonté, c'est simplement ne pas être stupide, c'est vital pour notre bien commun. Ce n'est pas une valeur morale, c'est une notion d'intelligence: la gauche, c'est de l'intelligence, et la droite, c'est de l'égoïsme.»

Un grand scientifique peut aussi dérailler Comme quoi, un grand scientifique peut aussi dérailler dès qu'il s'agit d'idéologie. Car en quoi les faits montrent-ils que la droite, majoritaire en Suisse et donc coresponsable de sa prospérité, ne travaille pas au bien de la communauté? Quand l'économie (principalement de droite) crée des emplois, c'est bon pour tous. Quand elle accepte que ses profits soient redistribués à travers l'impôt, n'est-elle pas altruiste? Quand elle évite que ceux-ci soient trop lourds, ce qui découragerait l'esprit d'entreprise et ferait fuir les gros contribuables, c'est au profit de la société tout entière. Quand elle soutient l'UNIL pour permettre à Jacques Dubochet de bénéficier, selon ses dires «de conditions de travail inimaginables», c'est bon pour la science. Ainsi, la droite serait altruiste et intelligente...

Au contraire, quand la gauche revendique 25 heures de travail par semaine (Jeunes socialistes) pour un salaire inchangé, alors que les fourmis ne comptent pas leur temps au service de la reine, et que nos concurrents chinois font des semaines de 44 heures au moins, c'est hypothéquer l'avenir de la communauté. Quand elle prétend qu'il faut supprimer l'armée alors que la caste des fourmis-soldats consacre sa vie à l'unique tâche de défendre la fourmière, et alors que notre monde est actuellement très instable, c'est de l'aveuglement doctrinal. Quand elle exige, quoique la longévité augmente (fait scientifique indiscutable), de ne pas modifier l'âge de la retraite, elle nie les évidences. Quand elle prône l'accueil de tous les migrants de la terre, alors que les animaux défendent à présent leur territoire, elle oublie les règles élémentaires de la biologie. Faut-il conclure qu'elle n'est pas intelligente et tout à fait égoïste?

En fait, la biologie n'éclaire nullement la politique. Quand l'une vise la survie de l'espèce, sans état d'âme ni morale, l'autre tente, à l'inverse, de mettre l'homme au-dessus de sa condition animale et d'introduire de la morale dans ses comportements, au risque d'ailleurs de nuire à la pertinence de ses instincts. Si les fourmis sont organisées en castes, l'homme postule au contraire que chacun est libre de choisir son destin. C'est pourquoi la société humaine fluctue, en bien ou en mal, de par la volonté de ses acteurs, de droite et de gauche, au mépris de toute prédétermination. Dès lors, il est erroné d'affirmer que la biologie permet de définir la droite comme égoïste et la gauche comme intelligente, sinon à prêcher pour sa paroisse... ce qui est bien peu scientifique! ■

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

mh.miauton@bluwin.ch



### SUR LES BLOGS

**Electricité: Les bons, les brutes et le citoyen**

Lors de la dernière rencontre européenne des producteurs d'électricité, deux tendances fortes raisonnaient: la digitalisation et le rapprochement avec les consommateurs. «Après des années où les citoyens ont été pris en otage par les producteurs d'électricité, la possibilité de les voir retrouver la liberté grâce à la technologie est prise très au sérieux. La menace pèse sur les modèles d'affaires des énergéticiens», écrit sur son blog le géo-économiste Laurent Horvath. A lire sur le site du «Temps». LT